



LES CONSEQUENCES STRATEGIQUES DE LA NEUTRALISATION DE BEN LADEN

Julien Turreille

*Directeur adjoint de l'Observatoire sur les Etats-Unis,
Chaire Raoul-Dandurand (turreille.julien@uqam.ca)*

Un peu plus de deux jours après la neutralisation d'Oussama Ben Laden par une unité des forces spéciales américaines à une centaine de kilomètres de la capitale du Pakistan, les informations restent parcellaires sur le déroulement de l'opération. Les comptes-rendus et opinions sont contradictoires quant à la coopération ou non entre Pakistanais et Américains dans la planification de cette missionⁱ. Il est cependant déjà possible d'identifier trois conséquences stratégiques majeures du succès remporté par les forces américaines ce dimanche 1^{er} mai : l'affaiblissement de l'ennemi Al-Qaïda ; l'opportunité de réajuster la politique étrangère des Etats-Unis ; et le risque d'une déstabilisation du Pakistan.

L'affaiblissement d'un ennemi

Premièrement, Al-Qaïda, l'organisation terroriste fondée par Oussama Ben Laden en 1998 et plus largement la mouvance islamiste radicale, subissent un revers qui pourrait s'avérer fatal à moyen terme. Les premières réactions sur les sites Internet islamistes alternent entre déni du décès du chef et exaltation de son martyr. Elles laissent également entrevoir un risque de représailles contre les Etats-Unis et le Pakistanⁱⁱ. Si ce risque ne doit pas être négligé, Al-Qaïda et les groupes qui s'en réclament ne semblent cependant pas en mesure de monter des attentats coordonnés, de grande ampleur et qui menaceraient la sécurité et la stabilité internationales. La capacité de nuisance de ces entités a en effet été nettement entamée depuis le 11 septembre 2001. Leurs réseaux de recrutement et de financement ont été traqués et parfois démantelés. Un nombre important de leurs cadres a été éliminé depuis maintenant une décennie.

L'élimination d'Oussama Ben Laden n'en demeure pas moins significative. Elle constitue une victoire importante, possiblement déterminante, dans la lutte contre les groupes terroristes d'inspiration islamiste radicale. Depuis la traque lancée par les Etats-Unis au lendemain des attentats de New York et Washington, nombre d'observateurs et spécialistes partagent l'idée qu'Oussama Ben Laden serait devenu avant tout un symbole, une source d'inspiration et qu'Al-Qaïda se serait mutée en un label, une marque de commerce que s'approprieraient des groupes radicaux en quête de reconnaissance sur la scène internationaleⁱⁱⁱ.

Les Etats-Unis, notamment depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche en janvier 2009, ont pourtant continué à consacrer des énergies et des ressources considérables à la traque de Ben Laden. Cette détermination ne traduit pas simplement une volonté de vengeance vis-à-vis de l'ennemi public numéro un responsable de la pire attaque de l'histoire en sol américain. Elle

résulte essentiellement d'une lecture quelque peu différente du rôle d'Oussama Ben Laden et d'Al-Qaïda. Peu après son investiture, le président Obama a confié le mandat à Bruce Riedel, ancien de la CIA, du Pentagone et du Conseil de sécurité nationale sous Bill Clinton et aujourd'hui chercheur à la *Brookings Institution*, de réévaluer la stratégie américaine en Afghanistan et au Pakistan^{iv}. L'un des enseignements majeurs, mais passé plutôt inaperçu aux yeux du grand public, de cette réévaluation achevée au printemps 2009 fut de mettre en évidence le rôle toujours important que jouaient Ben Laden et Al-Qaïda dans la mouvance islamiste radicale internationale. Bob Woodward relate ainsi les conclusions que Riedel présenta à Obama :

Some al Qaeda watchers would argue that bin Laden, hiding in Pakistan, is irrelevant, Riedel said. He's stuck in a cave somewhere, and yes, he puts out audiotapes once in a while, but he's more of a symbol than the commander of a global jihad. What I learned is that's just not true, Riedel said. He communicates with his underlings and is in touch with his foot soldiers. His troops believe they are getting his orders, and we know from good intelligence that they are. But we don't know the exact mechanism by which it happens^v.

Ben Laden ne disposait plus d'une liberté opérationnelle totale et Al-Qaïda n'était plus aussi structurée, hiérarchisée et active. Par exemple, début 2009, elle ne disposait que d'une centaine d'hommes en Afghanistan. Cependant, Ben Laden exerçait toujours un rôle de commandement et de planification. Il continuait à produire des enregistrements audio et vidéo. Il transmettait des messages aux groupes affiliés partout dans le monde. C'est d'ailleurs en identifiant un de ces messagers il y a quatre ans que les Etats-Unis sont parvenus à localiser le chef d'Al-Qaïda^{vi}. Oussama Ben Laden jouait donc encore un rôle crucial. À ce titre, il demeurait une cible de première importance dont la neutralisation constitue une victoire importante dans la lutte contre le terrorisme d'inspiration islamiste.

L'opportunité de réajuster la politique étrangère des États-Unis

La deuxième conséquence stratégique de l'élimination d'Oussama Ben Laden est l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité pour que le président Obama puisse rééquilibrer la politique étrangère des Etats-Unis. Cette victoire vient en effet tourner la page d'une décennie au cours de laquelle la lutte contre le terrorisme a exagérément dominé l'agenda de l'action américaine sur la scène internationale. Des enjeux majeurs tels que l'approvisionnement énergétique et la protection de l'environnement ; la réforme d'institutions internationales créées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale en 1945 et devenues nettement obsolètes, moins représentatives, inefficaces ou paralysées (citons par exemple l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, et l'OMC) ; l'émergence de nouvelles grandes puissances comme la Chine et l'Inde ; la relation avec les Alliés ; ou encore la compétitivité de l'économie américaine ont été largement négligés.

La neutralisation de Ben Laden pourrait permettre à Obama de déclarer victoire dans la « guerre contre le terrorisme » (il s'est toutefois gardé de tout triomphalisme lors de son allocution le 1^{er} mai au soir) et de recentrer la politique étrangère américaine sur ces enjeux fondamentaux pour l'avenir de la puissance américaine et de la scène internationale. Ce recentrage ne sera toutefois pas chose facile pour deux raisons. Premier obstacle, la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme après le 11 septembre 2001 a donné lieu au renforcement (ou à la création dans le cas du Département de la Sécurité Intérieure) de bureaucraties qui ne manqueront pas de résister à

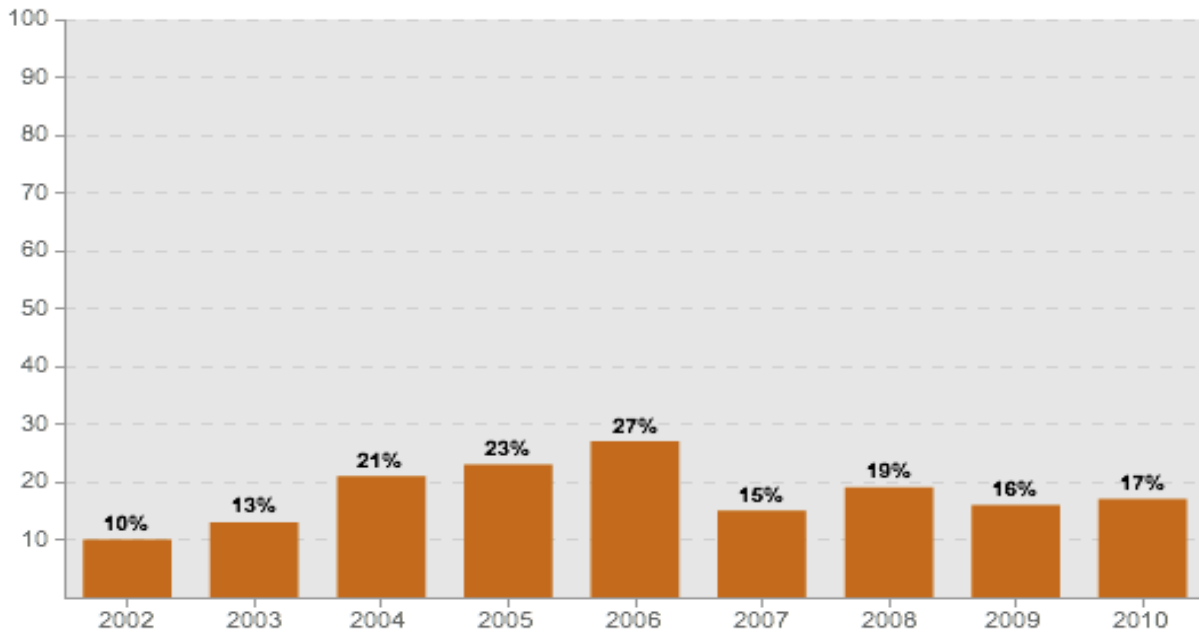
une éventuelle réduction de leur importance décisionnelle et de leurs ressources budgétaires. Dans ce jeu bureaucratique, elles feront appel à leurs soutiens au Congrès et ne manqueront pas, à juste titre, de rappeler le succès de l'opération contre Ben Laden. Les difficultés à couper les programmes même les moins pertinents et efficaces au Département de la Défense en attestent. La réduction des fonds alloués à l'action diplomatique et au Département d'État, conséquence des négociations récentes entre la Maison-Blanche et le Congrès (où les républicains ont la majorité à la Chambre des représentants) illustre le peu de marge de manœuvre dont dispose Obama.

Le deuxième obstacle résulte de la difficulté même à réorienter la politique étrangère des Etats-Unis. L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche semblait devoir donner lieu à un changement net par rapport à la politique menée par son prédécesseur. Ce n'est pas aussi aisé comme le démontre, par exemple, la politique américaine vis-à-vis du Moyen-Orient. En désengageant les troupes d'Irak, en s'adressant directement au peuple iranien ou encore en exprimant la nécessité d'un dialogue entre le monde musulman et l'Occident dans son discours du Caire en juin 2009, Barack Obama a essayé d'améliorer l'image des Etats-Unis dans cette région du monde. Les résultats sont pour l'instant mitigés. En effet, sur les trois dossiers qui déterminent en grande partie la perception des Etats-Unis par la « rue arabe » : le soutien à Israël, la présence militaire dans le Golfe persique, et le soutien aux régimes en place, la politique menée par Barack Obama n'est pas vraiment en rupture avec celle de ses prédécesseurs. L'appui à Israël apparaît toujours aussi inconditionnel, la marine de guerre américaine continue à contrôler le Golfe arabo-persique à partir de son quartier général au Bahreïn, le positionnement de l'administration Obama par rapport aux soulèvements populaires qui bouleversent le monde arabe depuis le début de l'année est incertain, voire même incohérent.

Le risque d'une déstabilisation du Pakistan

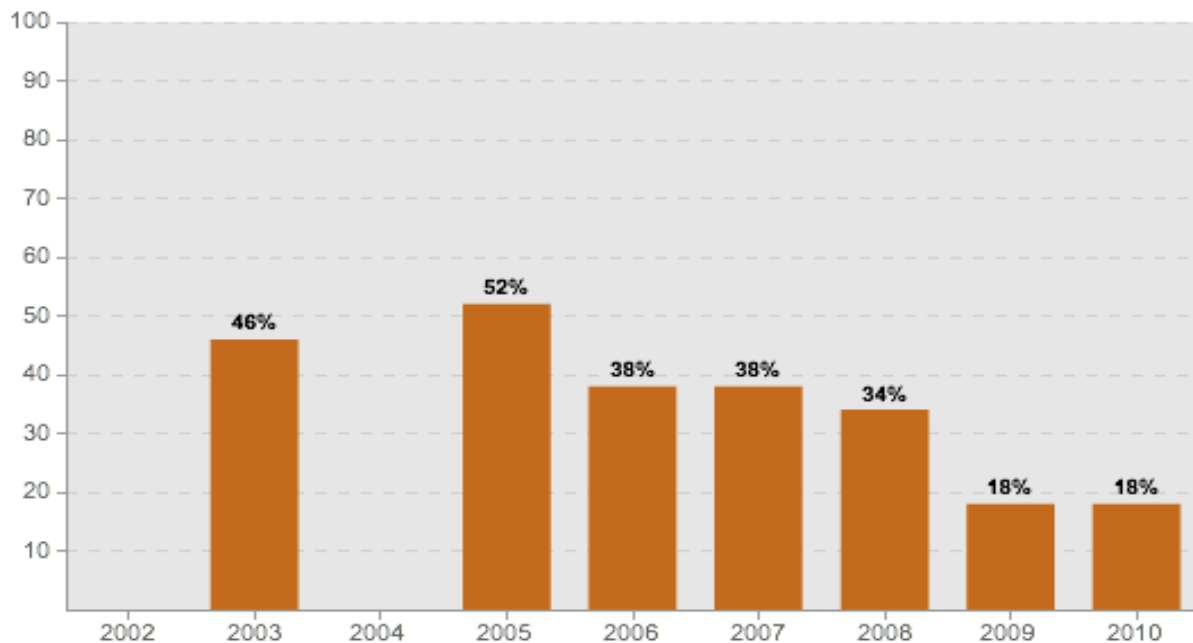
La troisième conséquence stratégique immédiate de l'élimination d'Oussama Ben Laden est l'ouverture possible d'une période d'instabilité au Pakistan. Une telle situation poserait un risque majeur en termes de sécurité à l'échelle régionale et internationale. État disposant de l'arme nucléaire, le Pakistan est dans une situation précaire et préoccupante à trois niveaux. Tout d'abord, la croissance économique anémique et le système politique peu représentatif et surtout inefficace, n'offrent pas de perspectives à une population extrêmement jeune. Ensuite, si la popularité de Ben Laden a diminué au cours des dernières années, le pays est profondément antiaméricain et abrite un nombre élevé de groupes extrémistes. Ces groupes menacent la sécurité du Pakistan et celle des voisins immédiats que sont l'Inde et l'Afghanistan. Enfin, la présence d'Oussama Ben Laden à proximité de l'académie militaire pakistanaise dans un quartier où résident nombre d'officiers ne manque pas de soulever des questions quant à la manipulation des groupes radicaux par des membres des institutions de sécurité pakistanaises et quant aux relations entre le pouvoir civil et les forces de sécurité dans ce pays^{vii}.

Le taux d'opinions favorables aux Etats-Unis au Pakistan



Source : Pew Global Attitudes Project, <http://pewglobal.org/database/?indicator=20&country=166>

Le taux de confiance envers Ben Laden au Pakistan



Source : Pew Global Attitudes Project, <http://pewglobal.org/database/?indicator=20&country=166>

Alors que le comité des affaires étrangères du Sénat doit mener le 3 et le 4 mai 2011 des auditions sur la politique américaine vis-à-vis de l'Afghanistan et du Pakistan, le caractère problématique de la relation entre Washington et Islamabad devrait être au cœur des discussions^{viii}. Malgré une méfiance mutuelle, Américains et Pakistanais sont contraints de

coopérer. Les seconds ont besoin des premiers pour aider à leur développement et au maintien de la sécurité. Les Américains, tout comme l'ensemble de la communauté internationale, ont tout intérêt à ce que le Pakistan ne sombre pas dans le chaos et à ce que son arsenal nucléaire ne tombe pas en de mauvaises mains. La conduite de l'opération de neutralisation d'Oussama Ben Laden, dont les autorités civiles pakistanaises n'ont manifestement été informées qu'une fois celle-ci terminée^{ix}, illustre la détermination de l'administration Obama à agir unilatéralement au cœur d'un pays « ami » pour assurer la sécurité des Etats-Unis. Les semaines et les mois à venir seront déterminants pour l'établissement entre Washington et Islamabad d'une relation qui doit permettre, à défaut d'entente cordiale et de confiance mutuelle, de modérer le risque que représente le Pakistan contemporain.

Au-delà, la présence d'Oussama Ben Laden à Abbottabad, ville garnison située à une centaine de kilomètres d'Islamabad, illustre un dilemme quasi-inextricable pour la politique étrangère des Etats-Unis. Ceux-ci doivent en effet entretenir des relations étroites avec des partenaires qui ne sont pas toujours fiables ni totalement fréquentables, mais dont la coopération est indispensable pour la défense d'intérêts nationaux et de la stabilité internationale. Dans cette catégorie de partenaires, parmi lesquels on peut citer l'Arabie Saoudite, la Jordanie, ou encore le Bahreïn, le Pakistan apparaît aujourd'hui comme le plus préoccupant.

La neutralisation de Ben Laden est donc une victoire importante pour les Etats-Unis. Elle élimine un ennemi affirmé et elle ouvre des opportunités de réorientation de la politique étrangère que le président Obama doit maintenant concrétiser. Cette victoire n'est cependant pas totale, définitive, absolue. La menace terroriste n'a pas totalement disparu. Le Pakistan pourrait être déstabilisé et pourrait plonger la scène internationale dans une crise majeure. Dans la perspective des élections présidentielles de 2012 enfin, elle apparaît comme un gain à double tranchant. S'il ne fait aucun doute que Barack Obama est prêt à utiliser les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des Américains, il lui faudra convaincre l'opinion publique américaine que l'élimination de Ben Laden ne marque pas la fin de la guerre en Afghanistan^x. Cette tâche sera particulièrement délicate dans la mesure où 50 % des Américains doutent déjà de la pertinence de la mission, n'en saisissent pas les objectifs, et aspirent à un désengagement des troupes^{xi}. Surtout, comme l'a appris à ses dépens le président George Bush en 1992, un succès majeur en politique étrangère n'est pas gage de réélection. En 2012, la population américaine devrait en effet juger la performance de Barack Obama avant tout sur l'économie, non sur la traque à Al-Qaïda.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

ⁱ Issam Ahmed et Owais Tohid, « Osama bin Laden killed near Pakistan's West Point. Was he really hidden? », *The Christian Science Monitor*, 2 mai 2011.

-
- ⁱⁱ Aaron Zelin, « The bin Laden aftermath : The Internet jihadis react », *Foreignpolicy.com*, 2 mai 2011.
- ⁱⁱⁱ Voir par exemple le texte de Stephen Walt, « What bin Laden's death really means », *Foreignpolicy.com*, 2 mai 2011.
- ^{iv} Bob Woodward (2010). *Obama's Wars*, p. 88
- ^v Bob Woodward (2010), *ibid.*, p. 105.
- ^{vi} Voir par exemple le compte-rendu de l'opération par Mark Mazetti et Helene Cooper, « Detective Work on Courier Led to Breakthrough on Bin Laden », *The New York Times*, 2 mai 2011.
- ^{vii} Arif Rafiq, « The bin Laden aftermath: Pakistan caught in a web of lies », *Foreignpolicy.com*, 2 mai 2011.
- ^{viii} Josh Rogin, « Senate set to begin Af-Pak hearings », *Foreignpolicy.com*, 2 mai 2011.
- ^{ix} Ben Arnoldy, « Osama bin Laden killing may shape future of US cooperation with Pakistan », *The Christian Science Monitor*, 2 mai 2011 et Shuja Nzwz, « The bin Laden aftermath : The future of the U.S.-Pakistan relationship », *Foreignpolicy.com*, 2 mai 2011.
- ^x Gayle Tzemach Lemmon, « The bin Laden aftermath: What does his death mean for America's longest-ever war? », *Foreignpolicy.com*, 2 mai 2011.
- ^{xi} Pew Research Center, « Few See Clear Goal in Libya ; Opposition to Arming Rebels », 5 avril 2011.